

Panorama de la Guadeloupe

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Basse-Terre
Superficie	1 628 km ²
Situation géographique	Arc Antillais - New York à 2 950 km, Paris à 6 800 km, Martinique à 200 km
Langues parlées	Français + Créole
Monnaie	Euro
Statut	Département et région d'outre-mer (DROM) et Région Ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (année 2010)	30
Représentation nationale	4 députés, 3 sénateurs, 1 représentant au CESE
Représentation de l'État en Guadeloupe	Préfet

Repères historiques : du peuplement à la départementalisation

La Guadeloupe appartient à un chapelet d'îles en arc de cercle qui forment l'Arc Antillais, entre Porto-Rico et le continent américain. Son histoire est étroitement liée à l'expansion coloniale des européens dans la Caraïbe. Les traces des premiers habitants, qui seraient originaires d'Amérique du Sud, remontent à 3 500 av. J.C. L'île a ensuite été occupée par les Indiens Arawaks vers 700 av. J.C. Entre le IX^e et le XIV^e siècle, les indiens Caraïbes ou Kalinas arrivent dans l'île et la baptisent Karukéra (« l'île aux belles eaux »). Christophe Colomb débarque le 4 novembre 1493 à Sainte-Marie et nomme l'île « Guadeloupe ».

Vers 1644 se dessine la vocation économique de la Guadeloupe avec la culture de la canne à sucre qui exige une importante main d'œuvre, issue du commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et le continent américain. Le « code noir » de 1685 organise la vie économique et sociale : après une première tentative sous la convention en 1794, il faudra attendre 1848 pour que l'abolition de l'esclavage soit définitivement promulguée sous l'impulsion du député Victor Schœlcher. Les premiers travailleurs volontaires venus des Indes arrivent à Saint-François en 1853 afin de remplacer la main d'œuvre manquante dans les plantations. Depuis 1871, sans interruption, la Guadeloupe est représentée au parlement français.

Le 19 mars 1946, l'Assemblée nationale institutionnalise la Guadeloupe en tant que département français d'outre-mer (DOM). Ce nouveau statut apporte une certaine richesse économique, mais la situation sociale ne s'améliore que très progressivement. En 1983, la Guadeloupe devient une région monodépartementale.

Le 7 décembre 2003, une consultation de la population est organisée sur la création d'une collectivité unique se substituant au département et à la région dans le cadre de l'article 73 de la constitution. Le « non » l'emporte à 72,98 % des suffrages exprimés avec un taux de participation de 50,34 %. La loi du 21 février 2007, portant sur les dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer, crée les deux nouvelles collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, jusqu'alors communes de la Guadeloupe.

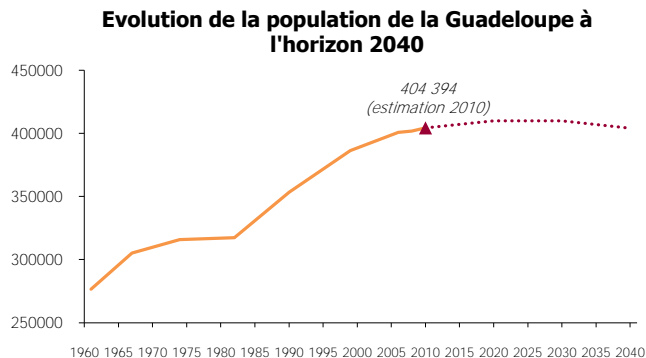
Organisation institutionnelle : une région monodépartementale

Le cadre institutionnel de l'outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à la réforme de l'organisation décentralisée de la République. Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946 et celle du 31 décembre 1982, la Guadeloupe est un département et une région mais, à la différence de ses homologues de métropole, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « Départements et régions d'outre-mer » (DROM). Les DROM sont régis par le principe de l'identité législative. Néanmoins, des adaptations aux lois et règlements qui prévalent en métropole sont autorisées, dès lors qu'elles sont motivées par « les caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités ». Au niveau communautaire, la Guadeloupe, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire et permet de bénéficier des fonds structurels.

UNE POPULATION EN VIEILLISSEMENT

La population guadeloupéenne est estimée à 404 394 habitants au 1er janvier 2010, soit 0,6 % de la population française. Son taux de croissance actuel (0,5 %) est trois fois plus faible qu'entre 1982 et 1990 (1,4 %) et inférieur à celui de métropole (0,7 % par an). Cette croissance devrait encore ralentir au point de devenir négative entre 2030 et 2040 : la Guadeloupe aura alors le même nombre d'habitants qu'aujourd'hui.

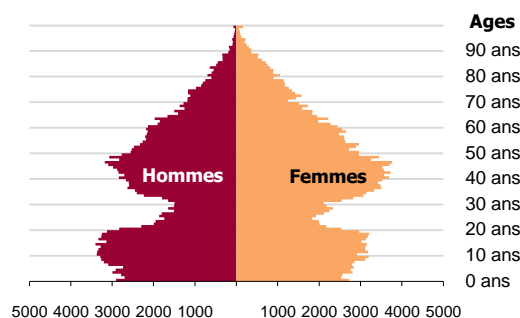
Si la population de l'archipel est plus jeune que celle de métropole, elle vieillit en raison de la baisse de la natalité et de l'émigration des jeunes vers la métropole. Avec l'arrivée aux grands âges des générations les plus nombreuses aujourd'hui, la part des plus de 60 ans devrait atteindre 40 % en 2040. La Guadeloupe sera alors la troisième région la plus âgée de France après la Corse et la Martinique, avec un âge moyen de 48 ans contre 36 ans en 2009.



Source : INSEE - Recensement ; estimations de pop. ; projections

Principaux indicateurs démographiques	Guadeloupe	Métropole
Population au 1 ^{er} janvier 2010 (estimation)	404 394	62 469 000
Part des moins de 20 ans (2009, %)	30	25
Part des 20 – 59 ans (2009, %)	52	53
Part des plus de 60 ans (2009, %)	18	22
Densité de la population (2010, hab./km ²)	248	114
Taux de croissance annuel moyen (1999-2010, %)	0,4	0,6
Taux de natalité (2009, ‰)	13,6	12,7
Taux de mortalité (2009, ‰)	7	8,5
Taux de mortalité infantile (2008, ‰)	6,9	3,8
Indicateur conjoncturel de fécondité (2007)	2,27	1,99
Espérance de vie à la naissance (H/F, 2007)	76,2/83,3	84,4
Part des personnes illettrées parmi les 16-65 ans (2008, %)	25	9

Pyramide des âges de la population en 2009



Source : INSEE

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guadeloupe a bénéficié d'une croissance soutenue entre 1993 et 2008 (+3,1 % par an en volume), tirée par la consommation et l'investissement. Celle-ci s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue de ses activités. Le PIB par habitant reste inférieur de 39 % à celui de la métropole, bien que cet écart se soit réduit de 8 points en quinze ans. Un renversement de tendance s'est opéré en 2009 où, sous le double effet de la crise internationale et de la crise sociale, le PIB a décliné. L'année 2010 marque le retour de la croissance, avec une progression de 2,7 % du PIB en volume, grâce à la reprise de l'investissement (+7,7 %) et à la consommation des ménages (+1,6 %). La zone industrielle et commerciale la plus importante de l'île est située dans la commune de Baie-Mahault, sur le site de Jarry occupant une surface de 300 hectares. Poumon économique de la Guadeloupe, cette zone regroupe selon l'Insee plus de 12 000 salariés guadeloupéens et génère 23 % de la valeur ajoutée régionale.

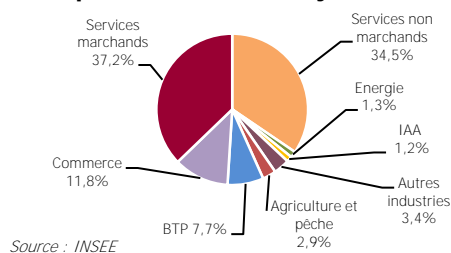
Principaux indicateurs économiques	Guadeloupe
PIB (2010, Mds €) ¹	8,6
Taux de croissance du PIB ¹ (2010, %, en volume)	2,7
PIB / habitant (2010 ¹ , €)	21 280
Taux d'inflation (glissement annuel au 31/12/2010, %)	3,3
Taux de chômage (en %, 2010)	23,8
Nombre de demandeurs d'emplois de cat. A (à fin déc. 2010)	53 660
Total des importations (2010, M€)	2 213
Total des exportations (2010, M€)	156
Solde commercial (2010, M€)	-2 058
Taux de couverture ² (2010, %)	7
Taux de dépendance aux importations ³ (2010, %)	27,1
Soutiens financiers de l'Europe entre 2007 et 2013 (M€)	871,2

¹ estimation provisoire CEROM, ² exportations/importations, ³ importations/PIB
Sources : INSEE, CEROM, Douanes, Trésorerie Générale de la Guadeloupe

Hausse des prix modérée sur la décennie

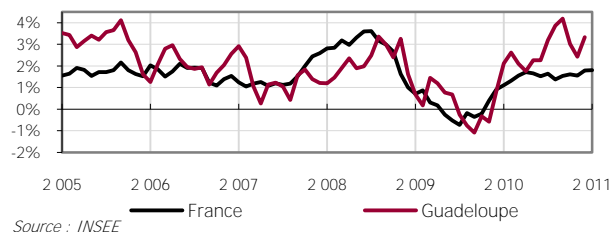
Entre 2001 et 2010, l'indice des prix à la consommation a progressé de 1,8 % en moyenne par an, soit un taux de croissance légèrement supérieur à celui observé au niveau national (+ 1,7 %). Les périodes de fortes hausses sont dues en particulier à l'évolution des prix de l'énergie. En 2010, la hausse des prix s'est accélérée à 3,3 % sur un an après +0,8 % en 2009.

Répartition de la valeur ajoutée en 2009



Source : INSEE

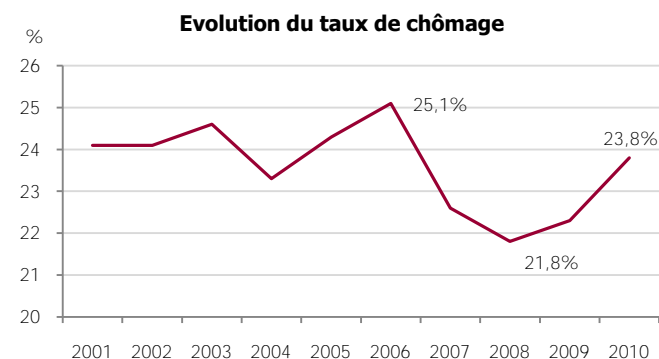
Glissement annuel de l'indice des prix à la consommation



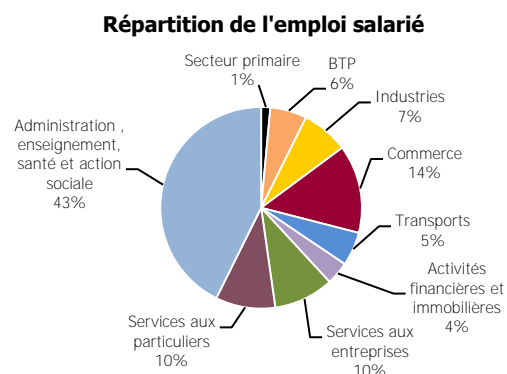
Source : INSEE

Un chômage élevé

Le marché du travail se caractérise par la prédominance de l'emploi salarié dans le secteur des services et par un fort taux de chômage qui s'établit à 23,8 % en 2010. Après avoir diminué entre 2000 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) progresse depuis pour atteindre son plus haut niveau de la décennie avec 53 660 inscrits en 2010. Depuis 2000, la création d'emplois salariés a néanmoins été importante en lien avec la dynamique des créations d'entreprises.



Source : INSEE



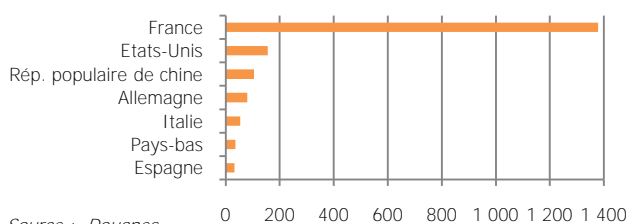
Source : INSEE, CLAP, nombre de postes au 01/01/2009

Un commerce régional marginal

A l'image des autres DOM, la Guadeloupe se caractérise par la faiblesse de ses exportations et un recours important aux importations : le taux de couverture des échanges s'établit à 7 % en 2010. La France est le premier client et fournisseur de l'île. Le commerce régional reste quant à lui marginal et principalement orienté vers les États-Unis (Porto-Rico), pour les importations de pétrole raffiné, et vers la Martinique pour les exportations d'appareils électriques, la téléphonie et les fibres optiques.

Les 7 premiers fournisseurs en 2010

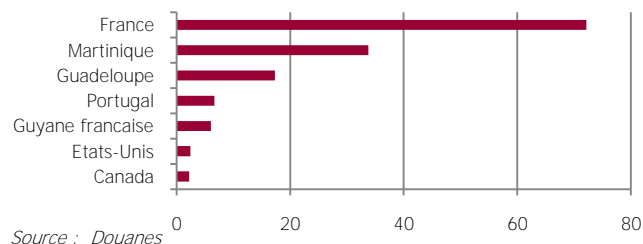
(en millions d'euros)



Source : Douanes

Les 7 premiers clients en 2010

(en millions d'euros)



Source : Douanes

Les principaux produits importés en 2010 (en millions d'€, en %)

Autres produits industriels	855,8	39%
Équipements mécaniques et matériels électriques	433,9	20%
Produits des industries agroalimentaires	392,6	18%
Matériels de transport	290,4	13%
Produits pétroliers raffinés	153,3	7%
Produits agricoles et de la pêche	46,9	2%
Autres produits	40,6	2%
Total importations	2213,5	100%

Source : Douanes

Les principaux produits exportés en 2010 (en millions d'€, en %)

Produits des industries agroalimentaires	50,6	32%
Autres produits industriels	34,5	22%
Produits agricoles et de la pêche	23,8	15%
Équipements mécaniques et matériels électriques	19,9	13%
Matériels de transport	15,9	10%
Hydrocarbures naturels, électricité, déchets	9,3	6%
Autres produits	1,8	1%
Total exportations	155,8	100%

Source : Douanes

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITE

La structure de l'économie guadeloupéenne s'est sensiblement modifiée depuis le début des années 1990 et a vu le développement accéléré d'un secteur privé très dynamique, majoritairement de services, supplantant les secteurs traditionnels de l'agriculture, du petit commerce et du bâtiment. En 2009, les services marchands et non marchands contribuent à hauteur de 72 % à la production de richesse devant le bâtiment et les travaux publics (7,7 %), les autres industries (3,4 %) et l'agriculture (2,9 %).

Indicateurs sectoriels	2010	Evolution 2010/2000
Consommation de ciment	239 473	-14,5 %
Nombre de passagers à l'aéroport (milliers)	1 948	7,9 %
Nombre de croisiéristes	105 133	-59,0 %
Production de rhum (hectolitre d'alcool pur)	64 832	-3,5 % (2002)
Production de bananes (tonnes)	42 215	-51,9 %
Production de sucre (tonnes)	60 000	-9,4 %

Sources : Ciment Antillais, Aéroport Pôle Caraïbe, Port autonome Guadeloupe, Douanes, DRCCRF, Centre technique de la Canne à sucre

Le BTP en difficulté depuis 2009

Le BTP a joué un rôle moteur dans la croissance de l'île : sa valeur ajoutée a crû en moyenne de 6 % par an ces quinze dernières années. Caractérisé par une forte atomisticité (moins de 3 % des entreprises emploient plus de 10 salariés), il contribuait en 2009 à 7,7 % de la création de richesse et employait 6 774 personnes (hors collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy). Son activité a connu un véritable coup d'arrêt en 2009, pénalisée par le contexte social et le ralentissement de la commande publique. En 2010, la situation du secteur demeure difficile malgré la progression des chantiers de la rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre et des Abymes et le dynamisme de la demande de logement des ménages.

Un potentiel touristique à valoriser

Le tourisme est un acteur essentiel du développement économique de la Guadeloupe et emploie une main d'œuvre importante, directe et indirecte. En 2010, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration représente 3,2 % de la création de richesse du département et emploie 7 063 salariés (soit 6,3 % des effectifs salariés, hors collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy).

Cette activité est globalement en baisse sur la décennie et la crise sociale de 2009 a interrompu la reprise observée à compter de 2005. L'île a accueilli 395 000 touristes en 2010 contre 807 000 en 2000 et enregistré sur la période la fermeture de nombreux établissements hôteliers.

Des signes d'amélioration sont toutefois perçus depuis l'été 2010 et se sont consolidés au quatrième trimestre avec l'évènement « Route du Rhum » qui a contribué à valoriser l'image de la destination.

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

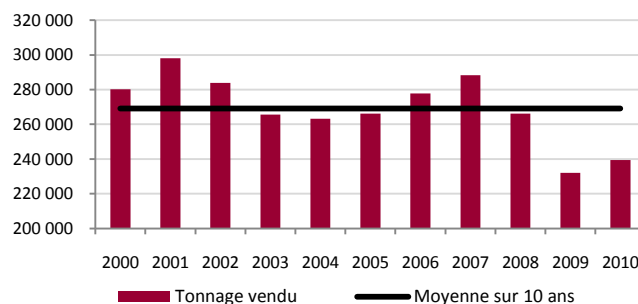
En 2010, 21 établissements de crédit locaux étaient recensés à la Guadeloupe : cinq banques affiliées à l'Association française des banques ; six banques mutualistes et coopératives ; sept sociétés financières ; deux institutions financières spécialisées et une institution spécifique. Ces établissements totalisaient 181 agences bancaires et employaient 1 919 agents, pour un total bilan de 10 milliards d'euros. Le taux d'équipement régional en guichets bancaires et distributeurs automatiques s'est sensiblement amélioré ces dernières années mais reste inférieur au taux national.

Les banques guadeloupéennes ont régulièrement contribué au financement du développement de l'économie locale : la croissance annuelle moyenne du total des concours consentis s'est établie à 8,9 % entre 2004 et 2008 et est restée légèrement positive (+1,1 %) pendant la crise de 2009. En 2010, l'activité de crédit dans le département affiche un net redémarrage (+6,8 %), portée principalement par les ménages sur le segment du crédit à l'habitat. La sinistralité reste élevée (8,3 %), mais s'améliore sensiblement sur la période : le taux de créances douteuses a diminué de 3,3 points entre 2005 et 2010.

Entreprises		Ménages	
Coût du crédit aux entreprises		Nombre d'habitants par guichet bancaire (déc. 2010)	2 649
<i>taux moyen pondéré global</i>	5,19 %	Nombre d'habitants par guichet automatique (déc. 2010)	1 217
<i>court terme</i>	6,76 %	Nombre de comptes bancaires par habitant	2,85
<i>moyen et long terme</i>	4,18 %	Nombre de cartes bancaires par habitant	1,3
Encours bancaires (tous EC) :	3 370 M€	Encours de crédits bancaires (tous EC) : mars 2011	2 730 M
<i>crédits d'exploitation</i>	-10,7 %	<i>crédits à la consommation</i>	+5,3 %
<i>crédits d'investissement</i>	+5,2 %	<i>crédits à l'habitat</i>	+10,9 %
<i>crédits immobiliers</i>	+1,9 %		
Actifs (EC locaux)	1 318 M€	Actifs financiers (EC locaux)	4 940 M
<i>dépôts à vue</i>	+11,5 %	<i>dépôts à vue</i>	+6,7 %
<i>épargne liquide ou à court terme</i>	-11,1 %	<i>épargne liquide ou à court terme</i>	+1,7 %
<i>épargne à long terme</i>	+11,6 %	<i>épargne à long terme</i>	+8,3 %
Taux de créances douteuses	8,3 %	Taux d'épargne des ménages (2007)	15,5 %
Personnes morales en interdiction	2 937	Personnes physiques en interdiction bancaire	21 357
Incidents de paiement sur effet	1 323	Dossiers de surendettement	350

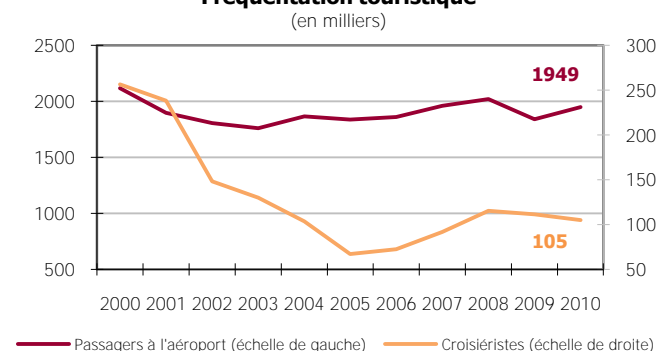
Source : IEDOM au 31/12/2010 ; les évolutions sont annuelles

Evolution de la consommation de ciment



Source : Ciments Antillais, yc Iles du Nord

Fréquentation touristique



Source : PAG, Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de rédaction : C. APANON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : Novembre 2011 – Dépôt légal : Novembre 2011 – ISSN 1952-9619